

Forum mondial de l'Economie Sociale et Solidaire - Bilbao
1, 2 et 3 octobre 2018
Intervention de Pascal DUFORESTEL

***L'économie sociale et solidaire au service de l'emploi en Nouvelle-Aquitaine
ou comment les écosystèmes les plus ESS résistent mieux au chômage***

Dans la perspective du Forum mondial de l'Economie Sociale et Solidaire de Bilbao, nous avons souhaité regarder si les territoires plus volontaires en matière de développement de l'ESS étaient aussi les meilleurs élèves dans la lutte contre le chômage de masse.

Cette idée s'appuyait alors sur une connaissance empirique des territoires et sur le constat que dans notre Région, l'emploi dans l'ESS a évolué de 2,9% entre 2011 et 2016, là où il ne progressait que de 0,9% dans l'ensemble de l'emploi privé durant la même période.

Il ne s'agit pas là d'une étude universitaire ou d'un travail scientifique mais d'une observation des chiffres illustrée par quelques zooms sur des territoires de Nouvelle-Aquitaine très divers mais ayant pour point commun d'avoir, à un moment ou un autre, misé sur l'ESS dans leur développement.

La Nouvelle-Aquitaine est la région de France la plus grande (84036 km²) et compte 5,8 Millions d'habitants. Le taux de chômage global y était de 8,4 % fin 2017 (contre 8,6% en France) et le taux d'emploi de l'Economie Sociale et Solidaire dans l'ensemble de l'emploi privé de 14,6% (12,8% en France). La région est administrativement découpée en 33 zones d'emplois allant de 32000 à 1,2 Million d'habitants.

PÉRIMÈTRE DES ZONES D'EMPLOI en 2010



Les 10 meilleurs taux ESS de l'emploi local (chiffres au 31/12/2015) :

Ussel	23,3 %
Niort	20,8 %
Oloron Sainte marie	17,8 %
Bergerac	17,7 %
Parthenay	17,3 %
Guéret	17 %
Marmande	15,7 %
Tulle	15,1 %
Agen	14,9 %
Saintes – Saint Jean d'Angély	14,7 %

Les 10 meilleurs taux ESS de l'emploi privé (chiffres au 31/12/2015) :

Ussel	31,8 %
Niort	27,8 %
Guéret	27,1 %
Tulle	25 %
Oloron Sainte Marie	23,5 %
Bergerac	23 %
Parthenay	22,6 %
Saintes – Saint Jean d'Angély	21,9 %
Agen	20,8 %
Marmande	19,8 %

Les 10 plus petits taux de chômage en 2017 :

Ussel	6,5 %
Tulle	6,5 %
Oloron Sainte Marie	6,6 %
Bressuire	6,7 %
Niort	7 %
Poitiers	7,1 %
Cognac	7,4 %
Pau	7,6 %
Parthenay	7,8 %
Thouars - Loudun	7,9 %

Les 10 plus gros taux de chômage en 2017 :

Royan	11,1 %
Rochefort	10,7 %
Villeneuve sur Lot	10,6 %
Libourne	10,6 %
La Teste de B	10,6 %
Pauillac	10,4 %
Bergerac	10,3 %
Dax	9,9 %
Sarlat la Caneda	9,7 %
Saintes – Saint Jean d'Angély	9,7 %

Première observation qui apparaît d'emblée à la lecture des chiffres :

- Parmi les 10 zones d'emplois ayant les plus petits taux de chômage en 2017, on retrouve en tête 5 zones ayant les plus hauts taux d'emplois dans l'ESS. Les suivantes sont également des zones où l'ESS est bien représentée.
- A l'inverse, parmi les 10 plus hauts taux de chômage en 2017 on ne retrouve qu'en fin de classement deux zones où l'ESS est prégnante *(1).

On ne peut toutefois pas en rester à cette première observation empirique qui, si elle est en apparence très encourageante, mérite d'être regardée de près. En effet, il serait trop facile et trompeur de laisser penser que la simple corrélation entre la force du taux d'emplois ESS et la faiblesse du taux de chômage suffit à étayer notre postulat de départ. La réalité est plus complexe et les taux doivent être systématiquement sous-titrés à partir de paramètres locaux. C'est pourquoi nous avons souhaité pointer quelques territoires exemplaires, ruraux ou urbains, aux histoires différentes mais qui ont tous misé, à un moment ou un autre, sur une forme ou une autre, de l'Economie Sociale et Solidaire pour se développer.

1) USSEL

Mais à tout seigneur tout honneur, nous ne pouvons éluder la zone d'emploi qui pourrait suffire à elle seule à démontrer que notre hypothèse est une évidence puisqu'elle détient les deux records :

1. le taux d'emploi ESS parmi l'emploi privé le plus important : 31,8 %
2. le taux de chômage le plus bas en 2017 avec 6,5 %

Il s'agit de la plus petite zone d'emploi de la Région (32075 hab) : **Ussel en Corrèze**. On aurait alors bâclé notre démonstration en passant à côté d'une réalité moins encourageante et que la récente étude d'Olivier Bouba Olga *(2) met en exergue clairement : la zone d'emplois d'Ussel est fragile, elle ne crée plus d'emplois et si les taux du chômage sont apparemment bons c'est principalement parce que les chercheurs d'emplois quittent ce territoire !

La zone d'emploi d'Ussel est une des deux qui a perdu de la population entre 1999 et 2009. Quant aux emplois ESS, ils ne sont en rien la résultante d'un volontarisme politique comme c'est le cas sur le Parc Naturel Régional voisin du Plateau de Millevaches. Il s'agit d'un effet statistique lié non pas à une dynamique territoriale mais à des « emplois statiques ».

En effet, ce taux s'explique tout simplement par la forte présence de la Fondation Jacques Chirac qui, depuis 1971, a su créer une vingtaine d'établissements dédiés aux personnes handicapées et devenir le premier employeur de Corrèze.

Il ne s'agit pas là de remettre en cause le bien-fondé de cette création, empreinte d'humanisme et non dénuée de volontarisme, mais admettons qu'il s'agit d'une implantation ex nihilo qui ne s'appuie pas sur une dynamique citoyenne ou la mobilisation d'acteurs locaux. Ce parachutage hors sol a eu le mérite de stabiliser près de 1000 emplois dans cette zone et aux alentours immédiats mais, pas plus que l'implantation du centre logistique Pierre Fabre ou le laboratoire Martin Dow à Meymac n'ont permis de développer l'industrie pharmaceutique sur le bassin, pas plus l'action de Jacques Chirac n'a ancré une culture de l'ESS forte et durable.

On voit par cet exemple que l'on ne peut en rester à une lecture en surface des chiffres et que, pour éviter tout effet biaisé, il faut se plonger dans l'analyse qualitative des territoires afin de cerner ceux où la force de l'ESS n'est pas seulement question de nombres mais bien d'hommes et de femmes.

Ce même phénomène de prisme déformant s'observe également pour la zone d'emploi de Bergerac qui se hisse dans les 6 premiers territoires ESS (mais à la 7^{ème} place en taux de chômage) par la simple présence du siège de la fondation John Bost (1000 emplois) et de l'association Les Papillons Blancs de Dordogne (440 emplois) ou bien encore celle de Tulle (sièges PEP, Groupama...).

2) NIORT

Passons donc à un autre territoire où l'empreinte de l'ESS est avérée et remonte à la fin du 19^{ème} siècle avec l'émergence d'une forte coopération agricole qui a ensuite essaimé pour générer à partir des années 1930 les mutuelles d'assurance, lesquelles font la spécificité actuelle du bassin de Niort.

Ainsi à l'échelle d'une large zone d'emplois de plus de 217000 habitants couvrant les 2/3 du département des Deux-Sèvres, le taux d'emplois de l'ESS y est de 27,8% de l'emploi privé ou 20,8% de l'emploi global. Ramené à l'agglomération (120000 hab), cela représente 23% de l'emploi global.

Outre ces taux record, c'est la résilience du territoire qui est à souligner car, comme tous les territoires où l'Economie Sociale et Solidaire s'ancre durablement, sa capacité à coopérer par temps agités est notablement plus forte que sur d'autres territoires. Le territoire niortais aurait pu être très impacté par la chute en 2008, après plusieurs années de dérives, d'un des fleurons historiques de l'ESS, la coopérative d'achats CAMIF, laquelle était liquidée avec quelques 1000 emplois directs sacrifiés. Or le taux de chômage de la zone est passé de 5,4% en 2008 à 6,8% en 2009 puis 7% en 2010 pour ensuite se stabiliser et repasser sous la barre des 7% récemment.

Ramenée dans le contexte national, cette évolution montre que le territoire n'a pas eu à pâtir sur la durée de ce qui aurait pu être une catastrophe économique et qu'au contraire une solidarité territoriale a su éponger rapidement les conséquences de ce séisme. A noter par exemple la création de quelques SCOP qui ont permis aux ex-salariés de retrouver le chemin de l'emploi, la mise en place dans la foulée d'un Comité de Bassin d'Emplois et la structuration d'autres filières comme le numérique qui permettent au bassin de garder un niveau de vie plus qu'enviable.

Seule l'aspiration des mutuelles dans la révolution mondiale des métiers de l'assurance à l'heure du DATA ou une incapacité à refonder l'histoire mutualiste du territoire pourraient remettre en cause les performances économiques de celui-ci dans les années à venir...

3) FAUX LA MONTAGNE

Autre bassin qui vient en contre-exemple d'Ussel : la commune de Faux la Montagne. Située sur le plateau de Millevaches, dans la Creuse et la zone d'emplois de Guéret, cette commune de 416 habitants est à elle seule une success-story de l'ESS (3) ! Avec ses quelques 35 associations (5 fois plus que la moyenne nationale dont 8 avec des salariés) et ses coopératives sous toutes les formes (1 SAPO, 1 SCOP, 1 SCIC), c'est plus de 50% de l'emploi en ESS que compte cette petite commune. Quand les SCOP peinent à représenter 0,1% de l'emploi en France, elles culminent à 23% dans la commune. Aucun domaine d'activité n'échappe à cette culture ESS puisque l'on retrouve aussi bien une activité de scierie, une agence de rédacteurs-trices, l'accompagnement des personnes âgées, le logement ou la protection de l'environnement. De surcroît, la commune a su interpréter à la bonne mesure et bien avant la loi ESS de 2014 la notion d'utilité sociale et, au-delà des statuts, a accompagné des petites entreprises locales dès lors qu'elles contribuaient activement à l'intérêt général.

Ici aussi, la lecture seule du taux de chômage n'est pas signifiante. Ce qui l'est plus, c'est son évolution démographique qui la place en tête des communes de la Creuse (1975-2012). Là où de nombreux villages perdent des habitants, Faux la Montagne en regagne régulièrement au point d'être repassé en 2017 au-dessus de la barre des 400 habitants, niveau inégalé depuis 1975 !

Grâce à cette dynamique, ce sont des classes qui ré-ouvrent à l'école (56 enfants dans 3 classes aujourd'hui contre 1 classe de 11 élèves en 1975), des commerçants qui se développent, une crèche qui compte 13 enfants en attendant l'ouverture d'une autre structure...

Au-delà du simple taux de chômage donc, c'est l'évolution comparée de la population active qui nous renseigne sur la vitalité de Faux la Montagne. Ainsi entre 2010 et 2015, la population a augmenté de 7,5% là où dans l'ensemble de la Communauté de Communes de la Creuse Grand Sud elle diminuait de 2,9%. Quand la population active augmentait de 22%, elle baissait de -0,5% sur la CC et mieux encore la part des 25 à 54 ans bondissait de 13,6% alors qu'elle fléchissait de -7,2% sur l'ensemble de 26 communes de la communauté.

A défaut de pouvoir mesurer le taux de bonheur dans la commune, la simple lecture des noms de certaines associations nous renseigne sur l'état d'esprit qui y règne : « armée des ptits poids », « assaut des sauvages », « constance social club », « dérushés », « graines de crapules », « gratinées »...

Le moins que l'on puisse dire c'est que dans la foulée de quelques précurseurs, la population a su se prendre en main. Le journal Le Monde l'a sélectionnée en mai dernier parmi les villages de France qui font figure de contre-exemple de la désertification (4).

4) CERIZAY-MAULEON

Autre territoire qui a fait de l'économie sociale et solidaire un secteur majeur, le nord ouest des Deux-Sèvres, correspondant à l'ex Communauté de Communes Delta Sèvres Argent, regroupant notamment les communes de Cerizay, Mauléon, Le Pin, Nueil les Aubiers, La Forêt sur Sèvre... le tout avoisinant 30000 habitants. Intégré depuis deux ans dans l'Agglomération du Bocage Bressuirais (73000 hab soit environ la zone d'emplois), ce micro territoire mérite à plus d'un titre notre attention.

Fort d'un tissu associatif très dynamique (aide à la personne...), d'une communauté Emmaüs aussi solidaire qu'innovante et d'une culture entrepreneuriale forte, elle a fait dès les années 80 de la reprise d'entreprises en SCOP, une marque de fabrique (CETP, SCODEC, Bocage Avenir Confection...).

Sous l'impulsion de Jean Grellier notamment, ce volontarisme s'est ensuite élargi aux SCIC pour gérer tout aussi bien des cinémas (Cinémas Bocage), du réemploi et du recyclage de déchets industriels (Ateliers Du Bocage) ou bien plus récemment la première maison de retraite gérée ainsi en France (EHPAD Sevilleano).

L'efficacité du modèle y a fait ses preuves. A tel point qu'un des artisans locaux de ce développement, le très militant Bernard Arru, compagnon d'Emmaüs et fondateur notamment des Ateliers du Bocage, a fait partie en 2016 des initiateurs de l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ». La commune où il vit, Mauléon (8500 hab), s'est retrouvée parmi les 10 territoires expérimentaux qui ont décidé de s'attaquer au défi du chômage de longue durée en faisant le pari de l'éradiquer. L'idée simple consiste à recycler les budgets publics issus des coûts de la privation d'emploi pour financer les emplois manquants en assurant de bonnes conditions de travail. En deux ans les résultats sont édifiants et la douce utopie de ses promoteurs de départ est en train de conquérir les esprits les plus frileux.

A Mauléon l'ensemble des 85 chômeurs de longue durée volontaires (dont environ 40% d'handicapés) auront d'ici fin 2018 retrouvé un emploi et une récente étude exhaustive montre précisément les conséquences économiques et sociales pour le territoire: hausse du pouvoir d'achat et ses incidences sur l'économie résidentielle, amélioration du cadre de vie (jardins entretenus, économie circulaire renforcée...) et du vivre ensemble (meilleure qualité de services apportée aux habitants).

Les effets sur le chômage sont évidents et même si nous nous situons dans une des zones d'emplois les plus performantes, qui plus est en proximité géographique du légendaire bassin des Herbiers dans la Vendée voisine, l'effet ESS est sensible.

A titre d'exemple, depuis octobre 2017 la courbe du nombre de demandeurs d'emplois de Mauléon est très en dessous de celle de l'agglomération de Bressuire, pourtant déjà très basse ! De même en juin 2018 on observe une baisse de 10,3% du nombre de demandeurs d'emplois à Mauléon.

Quand à l'empreinte ESS du secteur, elle est évidente et même si la zone d'emplois de Bressuire n'apparaît pas dans notre Top 10 des zones ESS (13,7% de l'emploi total), les scores de Cerizay (21,6%), Mauléon (18,9%) ou la Petite-Boissière (19,3%) montrent les fruits de cette assise récente mais solidement mêlée au territoire.

5) TARNOS

Enfin, braquons les projecteurs sur une autre partie de la Région aux résultats exemplaires : le Seignanx au Sud des Landes, aux portes du Pays basque. Plus précisément par commodité, pour l'ensemble des raisons rappelées précédemment et parce que la zone d'emploi de référence (Bayonne) est aussi étendue (310 000 hab) qu'hétéroclite, concentrons-nous sur la commune de Tarnos.

Sa démographie n'a quasiment cessé de croître depuis l'implantation des Forges de l'Adour en 1881 (1796 hab) pour atteindre plus de 12 000 habitants au dernier recensement. Et pourtant l'arrêt de ces mêmes forges en 1965 et ses quelques 2000 emplois aurait pu sonner le glas de cette commune aux accents cheminots et industriels.

C'était sans compter sur la mobilisation d'acteurs et d'élus locaux qui ont par phase structuré une véritable armada de contre-offensive autour d'un Foyer de Jeunes Travailleurs (1971) puis d'une Commission Locale pour l'Emploi (1982) puis d'un Comité de Bassin pour l'Emploi (1993).

Comme le rappelle le très complet et récent ouvrage « Faire territoire par la coopération » de Danièle Demoustier et Xabier Itçaina (5), le Pôle Territorial de Coopération Economique est « le fruit d'un mouvement multiforme autour d'un principe fédérateur : la coopération comme moyen d'assurer un mode développement au service de l'intérêt général du territoire. » Sa construction progressive est passée notamment par la mise en place d'un PLIE en 1997, d'une première entreprise d'insertion (ITEMS) en 1998, d'un premier GEIQ en 1999 avant que ce foisonnement ne donne naissance entre 2000 et 2014 à plusieurs SCIC, sans oublier un CAE, un Groupement d'Employeur en passant par la reconnaissance nationale du PTCE en 2013.

Mais au-delà de cette vingtaine de structures créées en 20 ans, c'est l'état d'esprit qui la sous-tend qui est remarquable, à savoir l'idée que la coopération est au cœur de toutes démarches publiques et privées dès que cela est possible. Ainsi quand une grande entreprise privée cherche une solution pour la restauration de ses salariés, plutôt que de lui céder un terrain pour construire son propre restaurant d'entreprise on l'associe à la mise en œuvre d'un restaurant d'insertion mutualisant les demandes alentour. Et cette dynamique fonctionne créant un écosystème vertueux. Le taux de chômage est passé depuis une dizaine d'années sous le taux régional, le taux d'emploi ESS n'y a donc rien d'extraordinaire (13%) mais ce qu'il a généré comme maintien et développement de l'emploi privé sur le bassin est considérable. Au-delà des frontières et des chapelles, n'est-ce pas là l'essentiel ?

Comme on vient de le voir dans ces différents exemples, il n'existe pas de modèle duplicable et c'est tant mieux ainsi. Chaque territoire est unique et détient son lot de complexité. Pas plus, l'Economie Sociale et Solidaire ne constitue une solution miracle que l'on viendrait appliquer sur les territoires en souffrance en attendant un juteux ruissellement.

Par contre, à l'évidence, l'ESS offre un panel d'outils qui, dès lors qu'ils sont appropriés par des acteurs, encouragés par des élus, aidés par des lois et des dispositifs publics, sont des leviers efficaces contre le chômage de masse. Qu'il s'agisse de l'Insertion par l'Activité Economique qui permet à des exclus du système de retrouver la voie de l'emploi, de la généralisation des expériences Territoires Zéro

Chômeur de Longue Durée à l'échelle de micro-territoires, de toutes les initiatives qui visent à encourager l'entreprenariat solidaire (Coopérative Jeunesse de Service, Campus Coopératives, ESUS...) puis à le structurer (Groupements d'Employeurs, Coopératives, Coopératives d'Activités et d'Emplois, SCOP, SCIC...), la palette est assez complète et permet à tout territoire qui le souhaite de trouver des solutions adaptées à ses problématiques spécifiques. A condition toutefois de ne pas dissoudre ce potentiel dans de nouveaux vocables abscons qui tenteraient de démontrer que l'ESS est soluble dans ce que l'économie de marché a généré de plus libéral. A condition également de ne pas s'enfermer dans des guerres de chapelles microcholine qui poussent à l'entre soi là où l'ESS invite naturellement à l'ouverture et à l'échange.

Comme le montre très bien l'expérience du PTCE du Seignanx et les autres PTCE, la ligne de conduite se situe autour de la capacité à générer de la coopération. Et cette dernière est bien entendue intrinsèque à l'ESS (ou en tout cas devrait l'être systématiquement).

Fort de ce constat et sans dogmatisme aucun, cette invitation à coopérer doit devenir le maître mot des modèles de développement économique de tous les bassins de vie, qu'ils soient riches ou en difficulté. Les tenants de l'ESS doivent fournir les outils qui peuvent y contribuer. Alors, on aura fini de considérer l'Economie Sociale et Solidaire comme une forme subalterne, une économie de la réparation ou un modèle marginal mais nécessaire. Dès lors que la coopération deviendra la règle et que l'ESS fournira naturellement les outils qui en constitueront la colonne vertébrale, elle aura su s'imposer comme la forme naturelle d'une économie de marché vertueuse, respectueuse des êtres et de la planète.

- Note 1. Ces deux zones sont d'une part Bergerac qui n'est pas en tant que tel un territoire ESS puisque son taux est «tronqué» par la présence du siège de la Fondation John Bost et celui de l'association Les Papillons de France de Dordogne et d'autre part Saintes -St Jean d'Angély zone hétérogène aux scores déformés par la présence de la Coop Atlantique et le siège abandonné du Crédit Agricole.
- Note 2. Les territoires fragiles de la région Nouvelle aquitaine : zone d'emploi d'Ussel par Emmanuel Nadaud et Olivier Bouga-Olga – Université de Poitiers – septembre 2018.
- Note 3 :allez voir la belle chronique sur l'histoire de la commune sur son site : <https://fauxlamontagne.fr/histoire-du-village/>
- Note 4 : « *Quelque part, être loin de tout a été une chance, se dit souvent M^{me} Moulin. Car on a toujours su s'organiser pour répondre à nos besoins, en créant des services et des emplois. Si on avait attendu l'Etat pour avoir une crèche, on n'en aurait jamais eu !* » La crèche associative — qui emploie aujourd'hui six personnes — , a été créée il y a vingt-cinq ans par un petit groupe de parents, dont la mairesse faisait partie. » Le Monde 17 Mai 2018.
- Note 5 : « Faire territoire par la coopération : l'expérience du pôle territorial de coopération économique Sud Aquitaine » aux Editions La Librairie des territoires – 2018.